

NICOLAS DUPONT-AIGNAN

« CEUX QUI, N'ACCEPTENT PAS LE PACTÉ RÉPUBLICAIN NE SONT PAS LES BIENVENUS »

Causeur. Après-guerre, la construction européenne a été engagée essentiellement pour dépasser la nation jugée porteuse de violence et fauteuse de trouble. De fait, nous avons connu un demi-siècle de paix et de relative prospérité. Aujourd'hui que l'Europe se disloque, comment éviter le repli des peuples sur un nationalisme obtus ?

Nicolas Dupont-Aignan. Ce n'est pas l'Union européenne qui a fait la paix mais la réconciliation franco-allemande. L'Europe des nations s'est ensuite transformée en grand ensemble bureaucratique et ultra-financiarisé, ni fédéral ni national. Cette Union européenne, aux dirigeants non élus, soumise aux forces des lobbies, du marché et des intérêts étrangers, a tué les nations et leur capacité à organiser leur démocratie sans pour autant créer de cadre européen stabilisateur. Nous sommes au milieu du gué. À partir de là, il y a trois solutions :

- la dislocation de l'UE qui aboutirait au retour des nationalismes et des haines ;
- la tentation fédérale, qui signerait la fin de la démocratie sur le modèle chinois : une économie ultra-capitaliste et un parti unique se manifestant en Europe par deux forces politiques qui ne sont que deux détaillants s'approvisionnant chez le même grossiste ;
- la voie que je propose, capable de réconcilier la démocratie, qui s'effectue dans le cadre national et une coordination européenne afin de développer des coopérations très concrètes (lutte contre le cancer et la maladie d'Alzheimer, projets de voiture propre, aide à l'Afrique...).

En tant que gaulliste attaché à la souveraineté nationale, vous aimez citer Ernest Renan qui voyait dans la nation un « plébiscite de tous les jours ». Mais ce grand esprit assumait également l'héritage historique et culturel que charrie toute nation. Quelle est votre définition de l'identité nationale ?

Je compare la nation à un arbre dont l'identité formerait les racines. L'identité française est à la fois gréco-latine, chrétienne et héritière de l'esprit des Lumières. La pensée unique qui nous gouverne commet la folie de nier le legs chrétien, pourtant fondamental en ce qu'il fait le lien entre l'héritage gréco-latin et les Lumières. Mais on ne peut pas limiter l'arbre à ses racines. Aussi ne suis-je pas hostile à l'enrichissement de la nation française par des apports extérieurs, mais ils doivent rester mesurés et contrôlés, de manière à pouvoir être assimilés. Sans quoi le modèle français, forgé à partir d'une population restée relativement stable durant des siècles, se dérèglerait comme on l'a vu ces trente dernières années.

Pour s'assimiler, encore faut-il reconnaître l'existence d'une culture majoritaire à laquelle les nouveaux Français doivent s'agréger. Qu'est-ce qui constitue cette culture ?

La culture, c'est d'abord une langue. Quand on perd l'habitude de s'exprimer dans sa langue, et quand on emprunte la langue d'autrui, on ne pense plus soi-même. J'attache une énorme importance à l'école républicaine, où s'effectue l'apprentissage de la langue, et je suis le seul candidat à proposer de passer de neuf heures de français par semaine à quinze heures. Second point : la littérature. La culture française est un état d'esprit qui renvoie aussi à notre patrimoine et à nos terroirs. Dans la République, chacun est libre de croire ce qu'il veut, mais on ne peut pas dissocier la France de cette épaisseur.

Cette « épaisseur » n'est pas du goût de certains de nos compatriotes d'origine étrangère qui voient dans l'assimilation une domination culturelle. Dans ce contexte de crise, comment relancer la machine à fabriquer des Français ?

Il faut être fier de ce qu'on est. Parmi les nouveaux

arrivants, ceux qui n'acceptent pas le pacte républicain ne sont pas les bienvenus. Mais on ne peut pas accuser les enfants d'immigrés nés en France de ne pas vouloir s'assimiler si l'école républicaine et la nation n'éduquent plus. Il faut enseigner la langue, l'histoire de France, le patrimoine national, non pas pour cultiver une nostalgie mais afin de reconstruire un socle qui évoluera en fonction des apports extérieurs. Quand on crée une dynamique, les gens s'y agrègent. Contrairement à ce qu'on dit, la très grande majorité des jeunes Français d'origine étrangère n'ont qu'une envie : épouser le beau modèle républicain. Ils veulent réussir et gagner leur vie, sans être sous la coupe des barbus ou des grands frères.

Un certain nombre de Français dits « de souche » s'estiment pourtant menacés par la montée de l'islam radical, tandis que certains de nos compatriotes musulmans se disent « stigmatisés » et dénoncent une montée de l'islamophobie. Que répondez-vous à tous ces Français ?

Je peux comprendre le Français dit « de souche » qui se sent menacé, comme je peux comprendre le Français musulman qui aimerait pratiquer sa foi tranquillement sans être amalgamé aux terroristes ou aux trafiquants de drogue. Ce sont la lâcheté et la faiblesse de l'État

qui ont créé ce climat de reproches réciproques. On a laissé gangréner et diviser notre pays par des activistes et des propagandistes islamistes. Plus on attend, plus on risque d'avoir des sentiments malsains renvoyant aux ghettos et à la guerre civile. S'agissant de l'islam de France, je ferai signer aux imams un contrat en six points avec la République. Et j'expulserai les imams radicaux étrangers.

Vaste programme ! Ma question finale n'est pas moins ambitieuse : comment faire aimer la France à tous les Français ?

En la projetant dans l'avenir tout en restant fiers de nos racines. Il faut redonner un sens commun, rassembler les Français vers de grands objectifs : liberté, égalité, fraternité. Mon cap est très simple. D'abord, j'imposerai le respect de l'ordre public. Puis j'offrirai la possibilité à chacun de recouvrer sa dignité et un emploi, ce que j'appelle le « travail universel ». Enfin, je construirai une société plus juste et moins fragmentée. Et pour tenir ces trois objectifs, il faudra rebâtir une vraie démocratie, avec des référendums d'initiative populaire associant les citoyens. Si vous organisez un référendum sur la laïcité, la réforme éducative, la politique pénale, la petite minorité brailleuse ne pourra pas faire grève contre 90 % de la population ! •

